

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 16/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOFRILOG

10 bis rue de l'Europe
59160 Lille

Références : -
Code AIOT : 0007001177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement SOFRILOG implanté 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOFRILOG
- 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille
- Code AIOT : 0007001177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Lomme réalise du stockage de produits alimentaires en entrepôt frigorifique.

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 20/12/1994, complété par arrêtés préfectoraux complémentaires des 22/10/1998 et 10/07/2018, pour l'emploi ou stockage d'ammoniac (4735).

Les autres activités du site étant exercées sous le régime de la déclaration ou non classées.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Détection et alarme	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle annuel	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Sans objet
3	Réservoirs	AP de Mise en Demeure du 15/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant s'est conformé aux dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 en ce qui concerne les indicateurs de niveaux sur les capacités accumulatrices.

Il est donc proposé à Monsieur le préfet du nord d'abroger l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15 avril 2025.

- En ce qui concerne la détection ammoniac, l'étude de dangers de 2018 a précisé un niveau SIL2 des détecteurs (annexe 7 de l'EDD: évaluation des MMR) et un niveau de confiance NC3 a été retenu.

Le niveau de confiance n'est pas correct. En effet, les détecteurs ayant un niveau SIL2, le niveau de confiance ne peut excéder NC2.

Aussi, il est demandé à l'exploitant de **préciser sous deux mois l'impact sur la cotation en probabilité des phénomènes dangereux retenus** dans l'évaluation détaillée des risques et repositionner le cas échéant ces phénomènes dangereux dans la grille d'acceptabilité des risques.

De plus, un niveau SIL2 étant retenu pour les détecteurs, la documentation technique des détecteurs Oldham OLCT100XP précise en page 31 que "pour que le matériel conserve son niveau SIL suivant la norme européenne EN 50402,..., il conviendra de respecter la période de maintenance des détecteurs telle que figurant sur le certificat joint au matériel." Aussi il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois les certificats joints au matériel et de respecter les périodes de maintenance figurant sur ces certificats des détecteurs.

- En ce qui concerne l'alarme sonore en cas de détection NH3, l'Inspection prend note de l'installation de sirènes supplémentaires en janvier 2026. Il est demandé à l'exploitant de fournir sous deux mois les justificatifs de cette installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle annuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification par organisme compétent
Prescription contrôlée : [...] Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.
Constats : <i>Rappel: Demande formulée à l'exploitant à la suite de l'inspection du 11/12/2024: Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois à l'Inspection un plan d'action pour remédier aux non-conformités relevées dans le rapport de 2024.</i> L'exploitant a présenté le plan d'action à l'Inspection le jour de la visite. Celui-ci reprend l'ensemble des constats formulés lors de l'audit de 2024. Néanmoins, il ne précise pas la personne en charge de chaque action ainsi que le délai pour la mise en œuvre. L'exploitant précise que le prochain audit est planifié fin novembre 2025. Post-inspection, l'exploitant a transmis un plan d'action actualisé précisant le responsable de chaque action et le délai de mise en œuvre associé. Sur les 18 actions à réaliser suite à l'audit de 2024, 10 ont été soldées, 1 a été réalisée post-inspection le 24/11/2025 (exercice fuite ammoniac), 4 sont planifiées sur le premier trimestre 2026 et 3 sont prévues pour novembre 2026 (mise en conformité installations foudre et remplacement d'une porte sur l'édicule par une porte anti-panique à budgéter sur 2026).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection et alarme

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
Thème(s) : Risques accidentels, Détection de fuites
Prescription contrôlée : Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont

adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées. L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;
- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil). Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle. Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.

Constats :

Rappel: Demande formulée à l'exploitant à la suite de l'inspection du 11/12/2024:

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois un rapport de fin de travaux attestant que la détection sur l'installation ammoniac a été réalisée conformément aux préconisations de l'étude de la société Atlantic Refrigeration Consulting ainsi qu'un rapport de calibrage et test reprenant pour chaque détecteur les seuils d'alarme et résultats exhaustifs des tests d'asservissements associés à chaque seuil (alarme sonore ou visuelle locale, alarme sonore générale audible en tout point du site, extraction, mise à l'arrêt en sécurité des installations, reports d'alarmes sur téléphones du personnel...). Les contrôles périodiques devront être réalisés à fréquence trimestrielle.

L'exploitant a fait remplacer la centrale de détections gaz multivoies ainsi que les détecteurs ammoniac conformément à l'étude d'implantation réalisée par Atlantic Réfrigération Consulting. La mise en service a été réalisée le 6/01/2025. 7 détecteurs ont été installés (1 explosimétrique et 6 toxiques).

L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle/calibration de la société ADS suite à intervention du 25/06/2025. Ce rapport mentionne le bon fonctionnement des asservissements. Néanmoins il ne mentionne toujours pas si le report d'alarme sur les téléphones GSM est effectif ou non. Par courriel du 21/11/2025, l'exploitant a rappelé à la société ADS la nécessité de faire figurer ce point aux rapports futurs.

L'Inspection a fait réaliser un test de l'alarme sonore en cas de fuite NH3 afin de vérifier que celle-ci est audible en tous points de l'installation. L'inspection s'est donc rendue dans les locaux administratifs de la société FND, locataire d'une partie de l'entrepôt et qui compte une cinquantaine de salariés. Il a été constaté que l'alarme sonore n'était pas audible dans ces locaux. Il a pu être néanmoins constaté que le report d'alarme sur le téléphone GSM du responsable maintenance de la société Sofrilog, désigné responsable du suivi de l'installation NH3, était effectif. L'exploitant s'est engagé à installer en janvier 2026 des sirènes supplémentaires afin que l'alarme en cas de détection de fuite ammoniac soit audible en tous points de l'établissement. Cette action a été reprise au plan d'action précisé au point de contrôle n°1.

En ce qui concerne la périodicité de contrôle/calibration des détections NH3, l'exploitant a transmis la documentation technique mise à jour des détecteurs (version NPO100FR Revision P.2). Celle-ci mentionne que " la fréquence des étalonnages sera adaptée en fonction du résultat des tests (présence d'humidité, température, poussières, etc...); cependant elle ne saura être supérieure à 1 an". L'exploitant précise maintenir une fréquence de contrôle/calibrage semestrielle conformément à ce que précise son étude de danger de 2018 et en accord avec les recommandations de son prestataire.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- En ce qui concerne les détections NH3, il n'existe pas de fréquence réglementaire pour le contrôle/étalonnage des détecteurs. Néanmoins, l'étude de dangers de 2018 a précisé un niveau SIL2 des détecteurs de l'époque (détecteurs Dräger Polytron, annexe 7 de l'EDD: évaluation des MMR) et un niveau de confiance NC3 a été retenu. Le niveau de confiance n'est pas correct. En effet, les détecteurs ayant un niveau SIL2, le niveau de confiance ne peut excéder NC2 (voir demande de l'Inspection ci-dessous). Concernant les détections NH3, **il est demandé à l'exploitant de préciser sous deux mois l'impact sur la cotation en probabilité des phénomènes dangereux retenus dans l'évaluation détaillée des risques et repositionner le cas échéant ces phénomènes dangereux dans la grille d'acceptabilité des risques;**
- période de maintenance : un niveau SIL2 étant retenu pour les détecteurs (NC2 et non NC3), la documentation technique des détecteurs Oldham OLCT100XP précise en page 31 que "pour que le matériel conserve son niveau SIL suivant la norme européenne EN 50402,..., il conviendra de respecter la période de maintenance des détecteurs telle que figurant sur le certificat joint au matériel.". Aussi il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois les certificats joints au matériel et de respecter les périodes de maintenance figurant sur ces certificats des détecteurs.
- En ce qui concerne l'alarme sonore en cas de détection NH3, l'inspection prend note de l'installation de sirènes supplémentaires en janvier 2026. Il est demandé à l'exploitant de fournir sous deux mois les justificatifs de cette installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Réservoirs

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 15/04/2025, article 1

Thème(s) : Risques accidentels, Indicateurs de niveaux

Prescription contrôlée :

La société SOFRILLOG, ci-après dénommée l'exploitant dont le siège social est situé 58, avenue Pierre Berthelot 14000 CAEN, est mise en demeure pour son site situé 10 bis, rue de l'Europe 59160 LOMME de respecter dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions de l'article 50 de l'arrêté ministériel du 16 juillet 1997 susvisé qui précisent :

« Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu. »

<p>Soit en procédant à la réparation des indicateurs de niveau, soit en procédant à leur remplacement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remplacé les indicateurs de niveau (indicateurs à volets) sur les bouteilles moyenne et basse pression suite à commande passée auprès de la société BAMO Mesures. L'exploitant précise qu'un traçage électrique sera mis en place afin d'empêcher la prise en gel de ces équipements. En ce qui concerne la bouteille haute pression, l'indication de niveau est intégrée à la bouteille (visualisation du niveau de liquide dans une colonne vitrée). L'exploitant s'est conformé à la mise en demeure.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>